MAIRIE DE LÉVIGNACQ 80 RUE DE LA MAIRIE 40170 LÉVIGNACO

ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2024.12.29 AUTORISANT L'OUVERTURE D'UN BAL

Le Maire de la Commune de LEVIGNACQ,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2542-1, L. 2542-4, Vu l'article R 610-5 du nouveau code pénal,

Considérant la demande du Comité Festif de Lévignacq, représenté par son Président Emmanuel HEINRICH, qui organise « Lévignacq fête Noël » qui se déroulera le samedi 7 décembre 2024, **Considérant** que le samedi 7 décembre 2023 à 22h30, un bal aura lieu dans la salle des fêtes,

ARRÊTE

<u>Article 1</u>: Le Comité Festif de Lévignacq, est autorisé à ouvrir un bal public dans la salle des fêtes de Lévignacq, située 109 place de l'Église, du samedi 7 décembre 2024 à 22h30 au dimanche 8 décembre 2024 à 2h00 du matin.

<u>Article 2</u>: En aucun cas ce bal ne pourra se prolonger au-delà de l'heure fixée, sans permission spéciale de l'autorité municipale.

<u>Article 3</u>: Le Comité Festif de Lévignacq devra déposer en Mairie une attestation d'assurance RC au titre de cette manifestation. Il sera tenu pour seul responsable de l'organisation et du déroulement de cette manifestation.

<u>Article 4</u>: Le Comité Festif de Lévignacq veillera à respecter les conditions du chapitre II, article 2 et chapitre III, articles 9 et 10 du règlement intérieur de la salle des fêtes que Monsieur Emmanuel HEINRICH, Président, a signé au nom de l'association organisatrice à savoir :

- « L'utilisation de la salle s'effectue dans le respect des manifestations et des capacités d'accueil de la salle (100 personnes). »
- « <u>Intensité sonore</u> : règlementée par le décret du 31 août 2006 et l'article L.2212-2 du CGCT.

La présence de voisinage à proximité de la salle devra être prise en compte. Le niveau sonore de la manifestation devra être modéré en conséquence.

Le bénéficiaire devra respecter la tranquillité des riverains sous peine de contravention.

Ainsi, à partir de 22h, les sonorisations ou autres diffuseurs de musique seront réduits en :

- maintenant fermées les issues, y compris celles de secours donnant sur les habitations voisines,



- réduisant au maximum les bruits provenant des véhicules (demarrages bruyants, kiaxon, claquements intempestifs de portières, ...)

- en s'abstenant d'animations ou de manifestations extérieures à la salle.

Toute dérogation devra faire l'objet d'une demande préalable en mairie. Toute infraction relevée sera verbalisable par les services de gendarmerie.

Pour des raisons de sécurité, les véhicules devront stationner sur les emplacements prévus à cet effet. »

« Toute personne se livrant à des actes susceptibles de créer un désordre ou une gêne pour les utilisateurs pourra être expulsée immédiatement.

Les organisateurs sont chargés de la discipline et sont responsables de tout incident pouvant survenir.

Ils sont tenus de faire régner la discipline, de surveiller les entrées et les déplacements du public, de veiller à l'évacuation des locaux en fin d'utilisation.

Il est tenu de mettre en œuvre toutes les dispositions du plan VIGIPIRATE. »

<u>Article 5</u>: La brigade de gendarmerie compétente est chargée de l'exécution du présent arrêté et sera destinataire d'une ampliation. Le présent arrêté devra être présenté par Le Comité Festif de Lévignacq sur leur demande. Les infractions au présent arrêté pourront dont être constatées et poursuivies selon les lois en vigueur.

Article 6: Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé :

- à Madame la Préfète des Landes pour légalisation,
- au Président du Comité Festif de Lévignacq,
- à Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie à CASTETS.

Lévignacq le

0 3 DEC. 2024

Le Maire,

Jean-Claude CAULE

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de <u>deux mois</u> à compter de son envoi en Préfecture, d'un recours :

- gracieux auprès de Madame la Préfète des Landes ;

- contentieux devant le tribunal administratif de PAU, Villa Nolibois, Cours Lyautey, BP 543, 64010 PAU CEDEX.

⁻ hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques, Place Beauveau, 75800 PARIS CEDEX 08;